



Date d'adhésion au Mouvement pour le renforcement de la nutrition (Mouvement SUN) : Mai 2013

Plateforme nationale multi-acteurs pour la nutrition : Comité technique permanent sur la nutrition et l'alimentation (CTPNA)

Point focal SUN du gouvernement / Coordinateur de pays SUN : Mahamat Abdelkerim Ahmadaye, Direction de la nutrition et de la technologie alimentaire (DNTA)

SITUATION DE LA NUTRITION DANS LE PAYS

→ **Indicateurs nutritionnels annuels dans le pays du Rapport sur la nutrition mondiale :**

<https://globalnutritionreport.org/resources/nutrition-profiles/africa/middle-africa/chad>

● Plateforme multi-acteurs (MSP) nationale

Date de création : 2014

● Un plan d'action annuel de la MSP existe

<https://scalingupnutrition.org/resource-library/national-multi-stakeholder-platform-chad>

● Mécanisme de coordination infranational de la nutrition

● Des MSP infranationales existent

● Les MSP infranationales disposent de plans d'action annuels

●●● Plan national de nutrition

Plan d'action intersectoriel pour la nutrition et l'alimentation (PAINA 2022-2025); validé techniquement, en cours d'adoption par le Conseil national sur la nutrition et l'alimentation (CNNA).

<https://scalingupnutrition.org/resource-library/national-nutrition-plan-chad>

● Cadre / plan de plaidoyer et de communication

<https://scalingupnutrition.org/resource-library/advocacy-and-comm-plan-chad>

Présence de réseaux SUN dans le pays

● Réseau de la société civile du Mouvement SUN

● Réseau du secteur privé SUN

● ONU Nutrition

● Réseau des universitaires SUN

● Réseau des donateurs SUN

● Autres : p. ex. jeunes, parlementaires, médias

Réseau des parlementaires ; Réseau des journalistes ; Réseau des ambassadeurs

Financement pour la nutrition

● Une stratégie de mobilisation des ressources existe

● Exercice de suivi budgétaire conduit cette année

● Déficits de financement identifiés cette année

● Dépenses intérieures sur la nutrition suivies

● Oui ● En cours ● Non ● Chiffré(s) ● Cadre de suivi et évaluation

PRIORITÉS DU PAYS EN 2022

→ Organiser la réunion du CNNA qui permettra d'adopter officiellement le PAINA 2022-2025.

→ Mettre à jour la cartographie des interventions et intervenants en nutrition.

→ Poursuivre le plaidoyer pour le financement des activités programmées dans le PAINA.

→ Mettre en place un Fonds spécial pour la nutrition sous l'égide du Gouvernement et de la DNTA pour financer davantage le secteur de la nutrition.

BONNE PRATIQUE DU PAYS PARTAGÉE EN 2021

Thème : Coordination multisectorielle

Titre : Plan d'action inter-réseaux

Description : Un plan d'action inter-réseaux pour la nutrition et l'alimentation qui permet la planification conjointe des activités des réseaux a été élaboré et validé. Les activités recensées serviront de base au plan d'action du CTPNA dont les réunions mensuelles aboutissent à des décisions/recommandations.

POINT SUR LES PROGRÈS VERS LES OBJECTIFS STRATÉGIQUES (OS) SUN 3.0

→ **OS.1 Renforcer et préserver des cadres politiques et de plaidoyer solides**

La Politique nationale de nutrition et d'alimentation (2014-2025) oriente les activités de nutrition. Le précédent PAINA 2017-2021 a été évalué et le nouveau PAINA 2022-2025 est élaboré et validé, en attente d'adoption par le CNNA. Une stratégie de plaidoyer efficace existe et permet de sensibiliser les décideurs, notamment pour la mobilisation des ressources. Les partenaires s'alignent sur les priorités du Gouvernement. Les textes d'enrichissement alimentaire ont été promulgués, mais les textes d'application du code des substituts du lait maternel sont en attente d'adoption ; le plaidoyer pour en accélérer la signature continue.

→ **OS.2 Élaborer et aligner des priorités d'action de pays communes**

Les membres du CTPNA ont participé activement, certains en tant que facilitateurs, aux concertations nationales et au Sommet mondial sur les systèmes alimentaires. Une mise à jour de la cartographie des interventions et intervenants en nutrition est en cours pour améliorer la cohérence et les résultats des actions de nutrition. Le suivi budgétaire a permis de connaître les dépenses en nutrition de chaque institution, mais le système de suivi financier reste à améliorer. Le plaidoyer pour le financement des activités du PAINA et la création d'un fonds spécial pour la nutrition est en cours. Les donateurs sont sollicités régulièrement et leur appui rend possible des projets de nutrition.

→ **OS.3 Forger et renforcer les capacités du pays**

Deux membres du CTPNA ont bénéficié de l'atelier de renforcement en leadership en nutrition grâce au Mouvement SUN et d'un appui technique pour réaliser l'étude suivi budgétaire et l'intégration de la nutrition dans les plans stratégiques. Les échanges, webinaires et conférences du SUN sont réguliers. L'Union européenne et les organismes des Nations Unies membres de l'Initiative REACH ont lancé le projet de « Formation pour la nutrition » pour le renforcement des capacités des acteurs et des communautés afin de contribuer à durablement réduire la sous-nutrition. Le Réseau des scientifiques facilite le partage des connaissances en organisant des journées scientifiques et des conférences-débats.

→ **OS.4 Assurer une gouvernance du Mouvement SUN qui promeut le leadership du pays et les responsabilités des gouvernements, permet un alignement des ressources de toutes les parties prenantes du Mouvement SUN en soutien aux priorités du pays et renforce la redevabilité mutuelle à 360 degrés**

Le CNNA est une instance de haut-niveau composée de 12 départements ministériels, placée à la Présidence, qui coordonne les actions de nutrition. Le Gouvernement met à sa disposition des ressources humaines. Les points focaux des Comités permanents sur la nutrition et l'alimentation ont été formés à l'approche multisectorielle et à la programmation conjointe, et il existe des plateformes multisectorielles au niveau provincial. Les réseaux contribuent énormément à la lutte contre la malnutrition, un plan d'action inter-réseaux est validé et la régularité des réunions du CTPNA traduit l'engagement de ses membres. Il faudrait renforcer le mécanisme existant de suivi et évaluation.